

La Chaire UNESCO sur la formation de professionnels du développement durable : un réseau au service de l'ingénierie de formation dans le développement

Annie NAJIM, titulaire de la Chaire UNESCO, université Bordeaux 3

Au nom de l'équipe de la Chaire UNESCO et de l'université de Bordeaux 3, je remercie tous les participants à ce colloque, avec une chaleur particulière pour tous ceux qui sont venus de loin, et même parfois de très loin. Je remercie également les professionnels, je sais qu'il est parfois bien difficile de dégager du temps dans des associations où l'on travaille bien souvent à flux tendu.

La Chaire UNESCO, un label pour une licence professionnelle originale de l'université Bordeaux 3

La Chaire UNESCO sur la formation de professionnels du développement durable a été créée à l'université Bordeaux 3 en février 2001. Elle appuie une licence professionnelle « Accompagnement et coordination de projets dans la solidarité internationale et le développement durable » qui a ouvert en septembre 2002 et qui forme des professionnels de niveau intermédiaire, se situant entre les techniciens aux fonctions très ciblées (deux années universitaires) et des cadres de niveau supérieur (cinq années universitaires), dans une filière où n'existait pas de diplôme à ce niveau de qualification. Ces agents de développement sont capables de mettre en œuvre des compétences multiples en tant que coordinateurs de projets, chargés de financements, animateurs de réseaux... pour mobiliser des ressources humaines et développer les potentiels locaux au service du développement d'un territoire donné. Ils travaillent en France ou à l'étranger, dans leur pays d'origine, dans des ONG, des collectivités locales et territoriales, des organismes internationaux ou des entreprises.

Une orientation : l'engagement de l'UNESCO pour le développement durable

Cette Chaire UNESCO témoigne de la volonté de l'UNESCO d'apporter son soutien à des formations originales et de son pari sur la capacité de l'Université à cristalliser des initiatives multiples pour proposer des formations diplômantes au service des acteurs du développement. Alors que le nombre des enseignants et des chercheurs se consacrant aux sciences sociales du développement est nettement insuffisant par rapport aux enjeux, l'UNESCO, conformément à ses principes, vise à impulser tant au niveau local qu'international, un plus grand engagement social autour des questions de formations au développement, dans l'objectif d'accompagner efficacement les stratégies de développement durable par une augmentation de la masse critique d'individus éduqués et qualifiés.

La Chaire UNESCO intervient dans un nouveau créneau, celui de la solidarité internationale et du développement durable. Elle élargit le rayonnement de l'Université au monde associatif, aux ONG, aux entreprises et aux universités étrangères en répondant à des besoins en cours de gestation. Elle permet de capitaliser une activité de recherche complémentaire à celle qui est traditionnellement menée à l'Université et directement en prise avec l'ingénierie de formation produite. Elle contribue ainsi à enrichir le spectre des formations professionnelles et à accueillir des publics diversifiés. Elle intervient enfin dans un secteur où se posent avec acuité

les questions de VAP (validation des acquis professionnels) et de VAE (validation des acquis de l'expérience) dans un contexte international.

Les questions abordées se situant à la frange des problèmes académiques, la reconnaissance du travail effectué se mesure à l'écho rencontré auprès des professionnels, aux sollicitations émanant d'autres universités, en particulier étrangères, pour la mise en place de formations et des réformes de l'enseignement supérieur. La Chaire UNESCO s'est ainsi structurée autour d'un **réseau de partenaires universitaires et professionnels essentiellement mais non exclusivement euro-méditerranéens, décidés à travailler en commun au service de la formation de professionnels de la solidarité internationale et du développement durable**. Elle regroupe des universités, des ONG, des organismes de formation et des entreprises de plusieurs pays : Algérie, Belgique, Espagne, France, Maroc, Palestine, Tunisie... Elle a aussi de nombreux contacts en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Une finalité première : produire de l'ingénierie pédagogique au service des acteurs du développement...

La Chaire UNESCO a pour finalité première de **produire de l'ingénierie pédagogique** en vue de former des cadres intermédiaires dans le développement et la solidarité internationale. Dans cet objectif, elle cherche à capitaliser des expériences pédagogiques menées dans des universités, des organismes de formation, des associations partenaires pour transférer des connaissances et des savoirs du Nord vers le Sud, mais aussi du Sud vers le Nord et du Sud vers le Sud.

Les travaux menés par la Chaire et ses partenaires ont permis de mettre en évidence les besoins en formation dans le champ professionnel de la solidarité internationale et du développement durable, et le rôle décisif que doit jouer l'Université, dans un secteur où les initiatives de formation sont multiples mais souvent éclatées et difficilement capitalisables, alors que les professionnels de ce secteur cherchent de plus en plus à capitaliser leurs acquis et à les valoriser dans des diplômes. Ces besoins existent en France, bien sûr, où nous avons créé une licence professionnelle mais aussi dans de nombreuses sociétés du Sud. Actuellement, nous portons un projet européen Tempus Meda qui vise à mettre en place en trois ans au Maroc une filière de formations diplômantes dans le développement local (licence + master).

... en s'appuyant sur une recherche finalisée

En vue de la production d'ingénierie pédagogique, la **Chaire UNESCO mène un travail de recherche que l'on peut qualifier de recherche finalisée**, en ce sens qu'il répond à des objectifs circonscrits visant à la mise en place de programmes de formation spécifiques. Cette activité de recherche porte essentiellement :

-sur les acteurs du développement et leurs interactions, à savoir les Etats, les collectivités locales et territoriales, les ONG et le monde associatif, les entreprises...

-sur les métiers spécifiques du champ professionnel du développement et de la solidarité : la connaissance des acteurs et des compétences dont ils doivent faire preuve permet d'élaborer un *référentiel d'emplois, d'activités et de compétences*, afin de cerner au mieux le profil de l'agent de développement, ce nouvel acteur social, agent de la démocratie participative et de la gouvernance locale. Cette étude des métiers du développement, métiers nouveaux aux caractéristiques originales mais partagées par de nombreux métiers émergents dans d'autres

branches professionnelles, nous conduit aussi à poser la question de l'évolution des systèmes de formation dans le contexte de la mondialisation.

Pour une amélioration permanente des contenus de formation

L'élaboration d'un *référentiel d'emplois, d'activités et de compétences* constitue le prélude à un *référentiel des formations*, ce qui nous amène à une réflexion permanente sur les contenus de formation que nous cherchons à mettre en œuvre. Les thématiques que nous abordons, en dehors bien entendu de la question des acteurs du développement dans différents contextes, concernent essentiellement l'approche participative, la place de l'évaluation dans les projets et, ce qui nous rassemble aujourd'hui ici, l'importance de l'aspect genre.

Cette question apparaît comme fondamentale dans les programmes de formation : l'on considère en effet que la question du genre vise à rendre compte de la complexité des relations de pouvoir dans la famille et la société et que la pleine participation de tous les groupes, et notamment des femmes, dans le processus de développement suppose que l'on s'attaque aux inégalités et aux relations de domination qui l'entravent. De ce fait, les programmes et les projets de développement ont de plus en plus comme objectif, entre autres, d'influer sur les rapports de genre dans la population bénéficiaire.

La Chaire UNESCO mène sa réflexion selon trois axes :

-premièrement : afin de garantir une intégration transversale de l'aspect genre dans tout type de projet de développement, il est indispensable d'en tenir compte dans l'ingénierie de projet et ses différents outils. Cet objectif pose un certain nombre de défis méthodologiques étant donné qu'il doit s'appuyer sur une démarche participative, avec tous les obstacles qui peuvent en résulter et qui varient fortement en fonction du contexte d'application ;

-deuxièmement : il est nécessaire de tenir compte du caractère évolutif des rapports de genre comme le montre l'étude du salariat industriel féminin en milieu urbain et en milieu rural dans différentes sociétés ainsi que son impact sur le statut des femmes dans leur famille et au-delà dans la société dans son ensemble ;

-troisièmement : concernant la micro-finance qui constitue sans doute une des actions les plus innovantes en faveur des femmes, nous tentons d'analyser les rapports induits entre les pouvoirs publics, les ONG et la société civile. Quel est l'intérêt d'accorder un crédit prioritairement aux femmes ? Le microcrédit est-il une solution contre la féminisation de la pauvreté ou représente-t-il tout simplement un moyen d'intégrer les femmes dans la globalisation de l'économie marchande ? A-t-il un réel impact sur l'empowerment des femmes et sur l'évolution de leur statut en général ? Quel est le partage des rôles entre les différents acteurs impliqués (femmes, hommes, banques, Etat ?

En conclusion, je voudrais insister sur l'importance, pour ce type de formation, de la collaboration entre les universités et les structures professionnelles : c'est par des allers retours permanents entre ce qui se passe sur le terrain et les enseignements dispensés que les formations que nous proposons seront à même de répondre aux besoins de la société et que l'Université pourra assurer un enseignement multidisciplinaire novateur et de qualité.

C'est dans cet objectif que notre colloque a été organisé.

Je vous souhaite à tous de bons échanges et un excellent séjour à Bordeaux

Annie Najim
Titulaire de la Chaire UNESCO